

C'est ce que révèle un sondage de la fondation Thompson Reuters qui fait état de trafic de femmes, harcèlement, mutilation génitale et attitudes très conservatrices vis-à-vis des femmes dans une bonne partie du pays.

L'Egypte est classé au bas du tableau parmi les pays arabes pour ce qui a trait aux droits des femmes. C'est ce que révèle un sondage de la fondation Thompson Reuters. Trafic de femmes, harcèlement, mutilation génitale et généralement des attitudes très conservatrices vis-à-vis des femmes, ces choses sont toujours en vigueur dans une bonne partie du pays.

Les femmes égyptiennes subissent pire que dans d'autres pays arabes. Le sondage de la fondation Thompson Reuters a interrogé plus de 300 experts sur les relations hommes-femmes dans le monde arabe.

Les mutilations génitales sont largement pratiquées à travers le pays, plus particulièrement dans les provinces. Selon les Nations Unies, 27 millions d'Égyptiennes sont victimes de cette pratique.

Une initiative de femmes qui a été très médiatisée essaie de donner la parole aux femmes. Surnommée HarassMap, la campagne documente et dénonce publiquement le harcèlement des femmes.

Pourtant, dans le pays le plus peuplé du monde arabe, les femmes avaient l'habitude de participer à la vie publique. A l'époque du président nationaliste Gamal Abdel Nasser elles occupaient même de hautes fonctions dans l'administration. Elles travaillaient en dehors de leur ménage et l'éducation des filles était obligatoire. Même dans l'actuel gouvernement intérimaire il y a beaucoup de femmes ministres, juges ou professeurs.

Pour le sociologue Said Sadek de l'université Américaine du Caire, la position de la femme s'est renforcée sous beaucoup d'aspects depuis la révolte populaire de 2011.

Ce que réclament les activistes, c'est un environnement sécurisé pour les femmes, que ce soit à la maison, au travail ou dans la rue. Pour ce faire, il ne devrait pas y avoir de harcèlement physique ou verbal.

La fondation Thompson Reuters a aussi donné une mauvaise note à l'Arabie Saoudite, la Syrie et le Yémen pour le traitement réservé aux femmes de ces pays.